Samedi 10 et dimanche 11 mars – No 1 048

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pour que vive notre Journal !

Les exigences financières de 1979

COMME nous en avons l'habitude, nous faisons nos comptes avec vous, lecteurs, amis et camarades, qui contribuez à l'existence de notre presse, tant par vos remarques, vos critiques, vos écrits, votre activité inlassable pour la faire connaître et la diffuser largement, que par les« petits sous » patiemment rassemblés au fil des mois.

L'année passée, en 1978, les impératifs financiers ont été exceptionnels : la menée de la campagne électorale de mars surtout, et aussi le retour du quotidien sur huit pages ont nécessité une souscription annuelle de 100 millions. Les objectifs ont été remplis, avec quelques semaines de retard il est vrai, mais dans l'ensemble nos échéances ont pu être tenues, en dépit du mauvais moment passé en octobre, où les fournisseurs ont menacé de ne plus livrer le papier nécessaire. Les objectifs ont été remplis car *l'effort de tous, lui aussi, a été exceptionnel* aussi bien par les sacrifices consentis que par les trésors d'ingéniosité et d'invention mis en œuvre aux quatre coins du pays pour amasser ces cent millions là !

Jamais la souscription permanente à notre journal n'a tant été une souscrption de masse : nous avons dit largement autour de nous nos difficultés financières : nous avons expliqué les contraintes énormes qui pèsent sur notre presse qui n'émarge ni chez Hersant ni à une grosse banque, une presse qui ne compte pas sur les chèques des gros publicitaires pour tenir le coup. Chaque travailleur qui nous laisse 1 ou 2 F supplémentaires quand il achète *l'Humanité rouge* à l'atelier, sur le marché ou au porte-à-porte, sait fort bien cela. Notre journal est pauvre il est vrai, mais il n'a pas à rougir de l'argent qui le fait vivre. C'est celui des travailleurs, de tous ceux qui, dans les rangs du parti ou à ses côtés, luttent pour l'idéal de la classe ouvrière, l'idéal du communisme.

(Suite page 4)

Secrétariat du CC du PCML

DENAIN

«Du travail et la paix»

Les sidérurgistes et toute la population exigent le retrait des CRS. Ils font preuve d'une grande détermination pour faire reculer le gouvernement Giscard-Barre responsable de la violence et des licenciements

Voir article page 3

Voyage de Carter en Egypte

Carter joue ses derniers atouts

C'EST jeudi matin que Carter est arrivé au Caire pour la première étape d'un voyage qui doit le mener ensuite en Israël. Le but de ce voyage : la tentative ultime pour « recoler les morceaux » du plan américain pour le Moyen-Orient.

Depuis le premier sommet de Camp David, il est en effet apparu clairement qu'aucun progres n'avait accompli dans le sens souhaité par Washington. Bien plus, tous les événements qui se sont déroulés ces six derniers mois ont rendu encore plus précaire la position de l'impérialisme US dans la région. La chute du Shah et son remplacement par un gouvernement qui a immédiatement manifesté son soutien au peuple palestinien, le refus total des sionistes de faire la moindre concession sur les territoires du monde arabe sur ce point, autant de faits qui compliquent singulièrement la tâche du commis voyageur de l'impérialisme US.

POUR CARTER, UN GROS ENJEU

En faisant signer à Sadate et Begin un accord de paix séparé, Carter espère imposer sa « paix américaine » dans la région et marquer enfin un point après tant de revers successif. Il semble pourtant évident que, même s'il parvient à arracher un accord, celui-ci sera formel dans la mesure où il brade carrément les intérêts du peuple palestinien. Or, là est le cœur du problème. Pour Carter, l'enjeu est cependant gigantesque. C'est d'ailleurs pourquoi il se déplace lui même en demandeur, étrange position pour le président de l'ancien pays maitre du monde... Le premier enjeu est intérieur : il est pratiquement acquis que ce succès diplomatique reste la seule chance de Carter de se faire réélire en 1980. Le second, c'est la place et la crédibilité de toute la politique de l'impérialisme US au Moyen-Orient.

L'ENTETEMENT DE CARTER

La politique passée de Carter au Moyen-Orient débouche sur une impasse. Les accords de Camp David, aboutissement de plusieurs années de politique américaine dans la région sont encore loin d'être signés. Cela est dû tant à la fermeté de Sadate quant à la nécessité d'un réglement global du problème qu'à la continuation et même l'amplification de la politique expansionniste d'Israël. Et quand bien même ces accords seraient signés un jour, ils se heurteraient à l'hostilité ouverte de tout le monde arabe et notamment des pays considérés comme ayant des positions proche de celles des Etat-Unis, comme l'Arabie Saoudite.

A vouloir ménager à la fois la chèvre et le chou, l'Etat sioniste et les pays arabes, Carter risque bien d'y laisser des plumes. Les échecs successifs de l'impérialisme US, en Ethiopie, en Iran, ont déjà sérieusement porté atteinte à leur crédibilité, dans le monde arabe. Le bourbier diplomatique dans lequel ils s'enferrent aujourd'hui n'est certainement pas de nature à la réhausser.

La vieille demoiselle était un espion de la «STASI»

LA « Stasi », c'est ainsi qu'en Allemagne de l'Est on appelle couramment le ministère pour la Sécurité d'État, l'équivalent en RDA du KGB soviétique. En janvier dernier, un de ses responsables, Werner Stiller, passait à l'Ouest avec une quantité d'informations et de documents secrets sur l'espionnage est-allemand. Ces derniers jours, une vieille demoiselle, fonctionnaire ouest-allemande de l'OTAN, elle aussi probablement agent de la même « Stasi », passait à l'Est : « Sans doute, là plus grosse affaire d'espionnage de toute l'histoire de l'OTAN » disait-on à Bruxelles. Comment fonctionne cette « Stasi » ? Comment recrute-t-elle ? A quoi sert-elle ?

Quelques chiffres : la « Stasi » (30 000 employés) dispose, en RDA, d'un réseau de quelque 100 000 indics, soit 0,8 % de la population ; à l'Ouest, elle entretient plus de 3 000 agents réguliers. La situation en Allemagne a favorisé le développement de l'espionnage : jusqu'à la construction du mur de Berlin (1961), près de trois millions d'Allemands de l'Est sont passés à l'Ouest : quoi de plus facile que d'infiltrer des espions parmi eux !

Au début, la plupart n'avaient pas à l'Ouest de postes de responsabilité et ne pouvaient transmettre que des informations anodines, mais, peu à peu, certains sont montés en grade et ont obtenu des postes importants dans la vie économique et politique ouest-allemande. Le cas le plus célèbre est celui de Günther Guillaume, arrêté en avril 1974, qui était parvenu à devenir conseiller personnel du chancelier Willy Brandt et avait accès aux documents les plus confidentiels.

LES PRINCIPES DE RECRUTEMENT

Maintenant encore, la « Stasi » recrute des agents à l'Ouest et s'en tient pour cela à deux principes :

— *Elle recrute sur une très large échelle.* On estime à près de 10 000 le nombre de ressortissants occidentaux contactés par la Stasi pour qu'ils travaillent pour elle. Passez une annonce de demande d'emploi dans un journal ouest-allemand, elle vous contactera peut-être, vous proposant une forte rémunération... en échange de menues informations ! Si, de passage en RDA, vous conduisez alors que vous avez bu un peu, elle vous proposera peut-être de travailler pour elle et votre délit sera oublié ! (sinon, c'est une forte amende et peut-être la prison). Il se peut même qu'elle vous écrive directement pour vous proposer ses services (des crédits bon marché par exemple) si vous acceptez de travailler pour elle... Ce sont là quelques-unes de ses méthodes.

— *La Stasi fait un travail à long terme.* Depuis quelque temps, elle recrute des étudiants ouest-allemands. Au fil du déroulement de leur carrière, ils accéderont à des responsabilités et deviendront donc « opérationnels » pour l'espionnage est-allemand.

ESPIONNAGE ÉCONOMIQUE ET MILITAIRE

La Stasi ne dédaigne aucune information mais ses efforts principaux portent sur l'*espionnage économique et militaire*. Elle s'attache particulièrement à avoir ses agents dans des entreprises clé (énergie, recherche) qui, en cas de guerre, ont une importance stratégique. Quatre des vingt sections du département « espionnage » de la Stasi s'en occupent. Mais, par son travail à long terme, *elle cherche aussi à placer ses hommes dans les milieux politiques influents*, et périodiquement, la découverte d'espions est-allemands et leurs révélations font trembler les politiciens. Leur voisin au Parlement, leur conseiller personnel, leur supérieur dans tel ou tel ministère n'est-il pas lui aussi un espion de l'Est ? Un nouveau Günther Guillaume ?

Pourtant, les révélations faites en janvier par Werner Stiller semblent porter un coup sérieux à l'espionnage est-allemand à l'Ouest : elles ont permis *l'arrestation de treize espions*, tandis que différents autres, pris de panique, couraient vite se réfugier à l'Est.

J. SCHUBERT

La prise de conscience s'amplifie chez les cheminots

LE mercredi 7 mars 1979, l'ensemble des cheminots toutes organisations réunies a fait connaître son mécontentement

Ils s'étaient rassemblés nombreux à la gare d'Orsay pour aller au ministère des Transports

Pourtant leur propre grève les avait gênés considérablement pour se rassembler. Certes, le niveau de conscience de classe est très différent entre l'homme d'équipe et les cadres.

Et c'est aussi la preuve que le problème qui se pose est grave pour les cheminots et aussi pour l'usager. Joël le Theule peut proclamer les bonnes intentions du gouvernement, il est évident que l'ensemble des cheminots ne marche pas. Même des responsables au niveau élevé ne cachent pas leur sympathie pour le mouvement en cours.

L'expérience faite par les travailleurs venus tôt le matin pour se rendre à leur travail et ne trouvant rien pour les conduire où ils veulent aller prouve que le mouvement était suivi à un degré rarement égalé depuis la grève de 1953.

Ces travailleurs, gênés dans leur vie habituelle, comprennent que ce mouvement n'était pas dirigé contre eux. Car le mot d'ordre le plus populaire parmi les cheminots est le suivant : « De Paris à Longwy, il faut unifier le combat : les trente cinq heures tout de suite ! ». « Séguy-Maire-Bergeron, il faut continuer ! Le pouvoir n'est pas aux députés mais dans la rue ».

Tout cela montre que la prise de conscience de classe s'amplifie rapidement parmi ces travailleurs.

Cependant, il y a un point noir : l'action, l'unité d'action est venue du sommet. C'est aux travailleurs à la base à la concrétiser. De Paris à Longwy, c'est vrai que le combat est le même. Ce combat ne passe pas par le respect de la loi bourgeoise, pas non plus par l'acceptation des déclarations d'un Le Theule au service du capital

Guerre entre les deux Yémen

Les USA réagissent

AU moment où Carter se rend au Moyen-Orient, un autre sujet de préoccupation pour les Américains dans leur rivalité avec l'URSS est la guerre entre les deux Yémen. Sous le couvert d'un soi-disant « front intérieur », le Yémen Sud a en effet envahi, la semaine dernière, une partie du Nord-Yémen.

Ce n'est pas un secret, les Soviétiques ne sont pas innocents dans cette affaire. Un millier de « conseillers » militaires soviétiques encadrent directement l'armée sud-yéménite et le potentiel militaire du pays a été considérablement renforcé ces derniers mois.

Un appel au cessez-le-feu lancé par la Ligue arabe ayant échoué, l'Arabie Saoudite a vivement réagi à cette nouvelle menace soviétique à ses frontières, en envoyant du matériel pour soutenir le gouvernement nord-yéménite de Sanaa.

Pour leur part, les Américains semblent réagir plus fermement qu'ils ne l'avaient fait auparavant dans des affaires où le rôle de l'URSS était tout aussi évident. Cyrus Vance a mis en garde l'ambassadeur soviétique à Washington, Dobrynine, sur le fait que *« les USA considèrent la stabilité et la sécurité de la péninsule arabique et de la région du Golfe Persique comme un sujet d'intérêt national vital »*. Il y a quelques jours, le gouvernement américain avait déjà employé cette expression pour définir les cas où les USA se réservaient le droit d'avoir recours à la force. On signale d'ailleurs que le porte-avions américain « Constellation » et ses navires d'escorte ont quitté les Phillipines pour la région.

Le porte-avion américain « Constellation » a reçu l'ordre de se diriger vers le golfe Persique.

PTT : manif au ministère

De la combativité qui attendait du concret

JEUDI ce sont près de 3 000 travailleurs des centres de tri qui ont manifesté devant le ministère des PTT, gardé par de nombreux policiers. C'étaient les centres de tri de banlieue qui étaient les plus représentés. Pour ceux de Paris, c'était certainement les grévistes de Brune qui étaient les plus nombreux. Ils arrivèrent du métro, banderoles déployées et scandant les slogans : *« Nous voulons, nous aurons satisfaction »*, *« Des effectifs, pas des flics »*.

Arrivés en vue du ministère, ils se trouvèrent devant un cordon de gardes mobiles, mousqueton à l'épaule qui fut rapidement déployé devant eux, les obligeant à faire un détour pour rejoindre le gros de la manifestation.

Quelques chansons et airs de guitare sur la manifestation passait aussi parfois un air de printemps. Des mots d'ordre de solidarité avec Denain furent repris. Lors du premier tour autour du ministère se produisit un petit flottement: *« Tous au ministère »* lancèrent des jeunes. Une partie de la manifestation s'arrêta à cet endroit, mais bientôt elle rejoignit le gros de la troupe. Au second tour, à la fin de nombreux jeunes reprenant ce slogan remontèrent le cortège à contre-courant.

La manifestation arrivait à son terme, un attroupement important se formait reprenant ce mot d'ordre. Ce fut le face à face avec le service d'ordre de la manifestation, l'ordre de dispersion fut donné. Les postiers partirent petit à petit.

Plus d'un exprima son insatifaction devant cette manifestation qui se terminait, sans qu'aucune perspective ne soit donné pour la poursuite de la lutte.

Le 8 mars a vibré à Paris

DEJA sur les quais du métro Jules Joffrin des centaines de femmes se pressaient. Une foule compacte se tenait devant l'hôtel de ville illuminé du 18e arrondissement. Des banderoles mauves, à petites fleurs, des pancartes brandies parsemaient la manifestation. Enfin le cortège de plus de 3 500 femmes démarrait.

Des flambeaux, des chants, des morceaux de musique au tambourin et à la crécelle. Des saynettes de femmes déguisées. Et partout la détermination et le contentement à défiler.

Le 8 mars, journée internationale des femmes, a vibré à Paris.

Solidarité internationale des femmes. Droit au travail. Non à la double journée de travail. Non au carcan de la femme ménagère. Non au troisième enfant gouvernemental. Non au projet Le Tac de rouvrir les maisons closes. Oui au droit à la contraception, à l'avortement. Oui à l'enfant désiré. Tels étaient les battements du pouls de la manifestation.

Denain contre-attaque !

De notre envoyé spécial Gilles CARPENTIER

JEUDI 8 mars, au lendemain de la bataille, la population est à nouveau dans la rue. Plusieurs centaines de sidérurgistes se retrouvent devant le commissariat où il y a toujours les CRS. Nouveaux affrontements. Le « *On va rejoindre l'usine parce que le haut-fourneau n'a pas tourné depuis près de 24 heures et qu'il risque de devenir inutilisable* », recevra comme réponse : « *Pas avant qu'ils s'en aillent* ». « *Ils* », ce sont les forces de l'ordre qui finirent par s'en aller : pas loin d'ailleurs. Des délégations venant de Longwy, Dunkerque, etc. , attendues dans l'après-midi, seront bloquées, apprendra-t-on, par les forces de l'ordre en question. Et puis, il reste quelques cars de CRS dans l'enceinte même du commissariat.

DEVANT LE COMMISSARIAT

L'après-midi, quand j'arrive dans la grande rue de Denain, la rue Villars, une voiture munie d'une sono passe à plusieurs reprises appelant les sidérurgistes à venir renforcer les piquets de grève. Aucune menace ne pèse sur l'usine, il serait bien étonnant qu'il se trouve des sidérurgistes pour forcer de tels piquets. Il est clair qu'il s'agit d'éloigner les travailleurs d'Usinor et avec eux la population, toujours très nombreux dans la rue, du lieu des affrontements de la veille et du matin. Mais une partie de la foule va se masser devant le fameux commissariat, traversant pour s'y rendre les barricades érigées la veille, les voitures calcinées, les amas de débris divers, les culots de grenades lacrymogènes, témoins des durs combats qui se sont déroulés là, sur le vaste terre-plein qui sert de parking commun.

ON VEUT DU PAIN, DU TRAVAIL ET LA PAIX

L'autre partie reste dans la rue Villars. On y discute. « *A Saint-Amand, c'était bien lui le commissaire d'ici qui y était ; tu peux l'écrire, c'est sûr* », me dit un travailleur assez âgé qui ajoute : « *Il faudra bien qu'il s'en aille* ». Parlant de tous ceux qui retournent devant le commissariat : « *On a marqué un point important. Il vaudrait mieux voir venir. Ce n'est pas utile de retourner là-bas* ».

J'y vais pour voir, il y a du monde. Là aussi, ça discute ferme. Dans tel groupe, on parle du plan sidérurgique qu'aurait accepté ou non le Parti socialiste. Là, appuyée au parapet du petit pont, une femme aux cheveux blancs, les yeux rouges et la voix fort enrouée : « *C'est égal,* dit-elle, *je suis restée hier toute la journée jusque tard dans le soir, je suis venue ce matin... Ça va recommencer* ». Et vous restez là ? « *Je reste pour le moment* ».

Un couple, la cinquantaine, voyant que je suis journaliste, m'aborde : « *Qu'en pensez-vous ? Ils ont tiré sur des enfants, ils ont tiré sur des ouvriers qui n'ont que leurs mains et eux ils ont des armes. C'est pas possible, ça ne peut pas durer. Nous, on ne veut pas la violence. On veut la paix et du travail. Et vous voyez ce qu'ils nous font* ».

Je leur dis combien je trouve juste qu'ils aient riposté fermement, vaillamment. Le recul d'Etchegaray, c'est grâce à eux ! Je leur parle des postiers : le taux des grévistes a sensiblement augmenté ce matin (j'ai entendu ça à la raido). Denain y est pour quelque chose, qu'en pensez-vous ?

ILS CROYAIENT ÉCRASER DENAIN SANS QUE ÇA BOUGE

Un travailleur d'une trentaine d'années qui s'est approché dit : « *Ils croyaient peut-être nous mettre dehors sans qu'on réagisse, ils croyaient écraser Denain sans que ça bouge* »... Pendant ce temps, des manifestants crient en direction des CRS, dans leurs cars ou dans les étages du commissariat. Quelques cailloux volent. Trois ou quatre CRS montent sur un toit et ce sont les premières grenades. La foule s'est déjà écartée, à distance, la plus grosse partie sur le terre-plein-parking. Je reste sur le petit pont ou au-delà, suivant les jets de grenades. Il y a ici quelques dizaines de personnes, essentiellement des jeunes, parfois très jeunes même. Des enfants du pays — il suffit d'entendre leur accent — ils se connaissent tous : sans doute du même quartier, ils s'appellent par leur prénom. D'où ils sont, les cailloux qu'ils lancent atteignent rarement le mur même du commissariat. Les CRS se sont installés devant la grille. J'ai fini ma pellicule avec d'autres photographes, je passe de l'autre côté où il y a déjà

beaucoup de monde et déjà pas mal de fumée et aussi une barricade réaménagée.

LES ENFANTS DU PAYS

Là encore, ce sont surtout des jeunes qui sont en avant, mais aussi des plus âgés : quelques sidérurgistes avec leur casque, certes beaucoup moins nombreux que la veille ou le matin. Leurs projectiles : des cailloux, des bouteilles, là encore le même accent qui ne peut pas tromper, des gens qui se connaissent tous entre eux. Le feu est mis à quelques carcasses de voitures qui font de la barricade une barrière de feu et de fumée. J'ai à nouveau fini ma pellicule et je vais donc dans la rue Villars. Le soir tombe. Les magasins allaient fermer. Dans la rue, toujours autant de monde. Deux hommes d'une soixantaine d'années voyant mon appareil photo m'abordent : que pensent-ils de ce qui se passe là-bas ?

« *C'est les jeunes. Nous, on a fait la résistance, on a fait 48. Tiens va, on avait bien failli les foutre dans le trou, les CRS. Maintenant, c'est les jeunes. C'est nos enfants* ».

Tous les deux vont quand même voir ce qui se passe. Je vais mettre à l'abri les deux pellicules que j'ai prises et moi aussi j'y retourne. Entre la rue et le parking-champ de bataille, ça circule beaucoup. On va voir, on en sort pour prendre un peu l'air. Une délégation venue de Sedan vient faire un tour avec sa banderole, juste à côté des CRS.

CHARGES DE CRS

La situation n'a pas changé ; quatre ou cinq cocktails molotov sont lancés (les seuls que j'ai vus). Deux d'entre eux sont arrivés dans les pieds des CRS, soulevant des applaudissements dans la foule. La nuit tombe. Alors que je m'apprête à partir et qu'il y a d'ailleurs un peu moins de monde — sans doute les gens pensent-ils à manger — les CRS chargent après une intense préparation à la grenade lacrymogène. Le gaz se répand partout, y compris dans la rue Villars. Deux ou trois grenades offensives sont d'ailleurs envoyées dans cette rue. Combien de temps cela va-t-il encore durer ? Et comment cela va-t-il finir ?

Les affrontements d'aujourd'hui n'ont pas le caractère de ceux de la veille : Cela est certain. Ils sont essentiellement le fait des jeunes et ils ne semblent pas faire l'unanimité, c'est certain, quoique la critique en soit faite sans animosité aucune.

Sans doute l'unité se refera-t-elle à d'autres occasions à venir ?

L'événement attendu en cette fin de semaine sera la manifestation de samedi à Denain, à l'appel de l'intersyndicale d'Usinor-Denain. D'autre part, ce vendredi verra la visite de Séguy, initialement prévue à Valenciennes.

De notre envoyé spécial
Gilles CARPENTIER

Communiqué du PCML

Contre la répression, solidarité avec les sidérurgistes

DEPUIS trois mois, les sidérurgistes de Denain se battent contre les maîtres de forges qui ont décidé de les jeter à la rue par milliers, de les contraindre au chômage et à l'exode ; ils se battent pour le droit au travail pour tous, contre tout licenciement. La seule réponse du gouvernement Giscard-Barre a été d'envoyer ses hordes de CRS se livrer à de sauvages agressions contre les travailleurs.

Les forces policières déchaînées ont sauvagement matraqué des manifestants et des habitants de Denain, ils ont lancé des grenades lacrymogènes dans une école, cassé des vitrines et endommagé des voitures... Leur furie meurtrière a provoqué plusieurs blessés, dont un ouvrier de 47 ans, électricien au train à bande, qui a eu la main arrachée par une grenade lacrymogène et un autre ouvrier du mouvement, sérieusement blessé aux jambes. A la violence réactionnaire des forces policières, les travailleurs ont opposé avec raison la juste violence des exploités. Les sidérurgistes peuvent être assurés du soutien total du PCML pour leur énergique riposte de classe, renouant avec les anciennes traditions ouvrières de lutte de Denain.

A bas la répression !
Du travail pour tous !
Denain, Longwy, Dunkerque, solidarité !

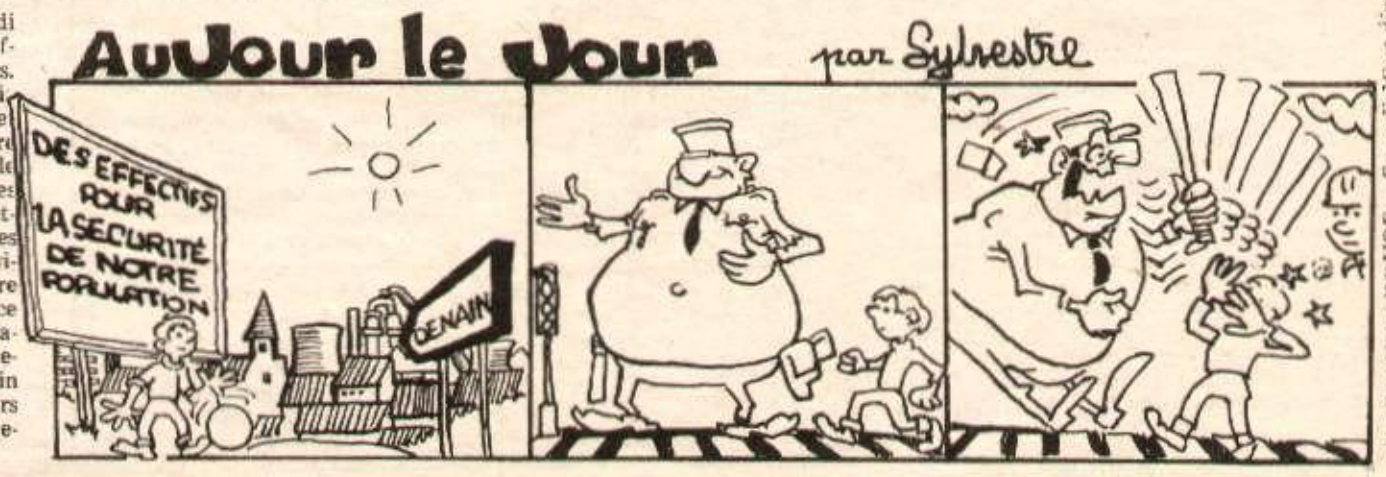
Lille le 8 mars 1979
Le comité de parti Jeanne Labourbe du PCML

Les mensonges de la radio

Jeudi 8 mars, 19 h 20. A Denain plusieurs centaines de personnes essentiellement des jeunes mais aussi des plus anciens ripostent aux jets de grenades lacrymogènes des CRS en lançant des pierres, bouteilles, boulons, etc. Au même moment c'est l'émission *Le Téléphone sonne* à *France-inter* avec Emile Boursier, le vice-président de l'union des industries métallurgique et minière (UIMM) — syndicat des patrons — et André Sainjon, secrétaire de la fédération CGT des métaux. Le reporter de *France-inter* à Denain téléphone pour raconter, à sa manière, les événements en cours : « *Actuellement autour du commissariat, il n'y a plus de sidérurgistes, les syndicats ont fait leur police et les manifestants à présent sont, il faut le dire, des petits voyous* » Sainjon est sur la même longueur d'ondes que cet envoyé de la radio gouvernementale, il déclare : « *Les actions qui se mènent à Denain sont le fait de groupes paramilitaires qui ont été constitués et sont entièrement étrangers aux sidérurgistes. Je demande aux sidérurgiste de se rassembler autour de leur syndicat* ». Pourquoi de tels mensonges et de telles insultes à l'égard des jeunes et de la population de Denain ? M. Sainjon aurait-il peur lui aussi de la violence légitime des travailleurs ?

Ça bouge à Solmer

APRES les hauts fourneaux en grève du mercredi 28 au vendredi 2 mars, ceux de la centrale soufflante ont démarré la grève le lundi 5 mars. Mercredi 7 mars, c'étaient ceux de la cokerie et du service agglomération. Ce jour entre 12 et 13 heures, l'huissier appelé par la direction intimait l'ordre de remettre les machines en route à la centrale. Devant le refus des ouvriers, la maîtrise emploie la manière forte et les vident de l'installation, les ingénieurs peuvent alors remettre les machines en route à la centrale. Devant le refus des ouvriers, les maîtrises emploient la manière forte et les vident de l'installation, les ingénieurs peuvent alors remettre les installations en place. A 15 heures parvient l'annonce des violences policières à Denain : le débrayage est instantané dans tous les ateliers. Un peu plus tard le comité d'entreprise oppose un refus à toutes les revendications. Enfin mercredi, les lettres de mise à pied entre 2 et 5 jours parviennent à tous les grévistes et des menaces de licenciements pour trois délégués, deux CGT et un CFDT.



DANS L'ACTUALITE

A Sonolor La Courneuve, on occupe toujours

DEPUIS plus de 40 jours, les ouvrières de Sonolor (à la Courneuve, en Seine-Saint-Denis) occupent leur usine contre le licenciement de 445 personnes (sur 519). Organisées dans une section syndicale CGT, les ouvrières sont conscientes de la difficulté du conflit, vu les problèmes d'emploi en France, et notamment en Seine-Saint-Denis, et la forteresse patronale d'ITT.

Avec clairvoyance, des contacts ont été pris (par l'intermédiaire de leur organisation CGT) avec les travailleurs du groupe ITT des usines de Chartres, Gien, Romainville (à Romainville, les travailleurs ne sont pas organisés syndicalement). Déjà, une délégation de La Courneuve, Chartres et Gien se rend au ministère de l'Industrie. Des bruits courent que les autres usines vont également être bradées par ITT (Gien serait transférée en Malaisie).

La section syndicale de Sonolor explique que l'attaque patronale contre les travailleurs de La Courneuve a été faite en premier à cause de la tradition de lutte de l'usine. ITT licenciera-t-il à Gien, de suite, ou attendra-t-il le déroulement de la lutte à La Courneuve ? De toute façon, pour les travailleurs de La Courneuve, il est indispensable de sensibiliser les ouvriers des autres usines afin de coordonner une lutte à l'échelle nationale.

LICENCIER TOUT EN GARDANT LA MARQUE

Pour ITT, brader son usine à La Courneuve pour la transférer en Tunisie, là où les salaires sont bien plus faibles et les profits bien plus gros, c'est une bonne affaire, surtout que la location des locaux de la Courneuve est un bon profit (environ 250 F le m2). Mais le trust tient à rester dans le marché français où la demande d'hi-fi poste radio augmente très sensiblement.

Comme d'une part, il veut garder la marque Sonolor, comme de l'autre il veut licencier (juridiquement il ne peut pas), c'est un atout des travailleurs bien que leur rapport de forces reste l'essentiel.

Le patronat ITT ne manque d'ailleurs pas d'humour (noir) puisqu'il proposait aux ouvrières un chômage technique partiel de 16 h (par semaine et payées par les pouvoirs publics) et 20 heures travaillées... à déménager l'usine ! Ah, pardon, 4 heures payées pour information syndicale (lui qui n'en avait jusqu'alors accordé pas une minute).

Conscientes de l'importance de l'unité de la classe ouvrière et de la population, les ouvrières de Sonolor ont pris en main la propagande de leur lutte.

JOURNEES « PORTES OUVERTES » LE DIMANCHE 11 MARS

Pour ce faire, des contacts ont été pris au niveau des syndicats CGT, CFDT, CGC, SNI, pour une information dans les diverses entreprises de la région.

Une journée « Portes ouvertes » a lieu ce dimanche 11 mars à l'usine où pourront se faire des informations sur la lutte, l'emploi dans la région. Et ceci est très juste, car la Seine-Saint-Denis est durement touchée par les fermetures d'usines et autres licenciements. Il est nécessaire de sensibiliser, coordonner les aspirations des travailleurs en Seine-Saint-Denis où d'autres conflits risquent d'éclater comme à la SGR (qui emploie 1 400 personnes).

tes dans les usines, marchés et des donations d'organisations ont permis un potentiel monétaire mais il faut persévérer si nous voulons défendre l'emploi.

SOLIDARITE AVEC CEUX DE SONOLOR

Du travail pour tous, voilà qui correspond à l'aspiration des travailleurs de la région. Nous invitons les habitants de la région à venir soutenir la lutte des Sonolor à la journée « portes ouvertes » et à propager leur juste lutte contre un patronat coriace.

La lutte exige également la solidarité financière car qui autre que le peuple peut aider les ouvrières de Sonolor ? Déjà, des collectes dans les usines, marchés et des donations d'organisations ont permis un potentiel monétaire mais il faut persévérer si nous voulons défendre l'emploi.

Cette opération « portes ouvertes » pourra également avoir comme conséquence un meilleur rapport de forces face à une éventuelle décision des pouvoirs publics de faire intervenir la police. Car une solidarité régionale, autour d'une occupation par des travailleurs déterminés, en est la meilleure garantie.

- *Non à la fermeture de Sonolor !*
- *Non aux 445 licenciements !*
- *Du travail pour tous en Seine-Saint-Denis !*

Pour que vive notre journal!

Les exigences financières de 1979

(Suite de la page une)

En ce début 1979, nous avons effectué le bilan financier de l'année passée, nous avons étudié la situation financière du journal et planifié les grands objectifs financiers. Cette année encore, notre budget sera serré, très serré. L'an passé, si l'on retranche les 40 millions nécessités par la campagne électorale, la souscription a contribué pour 35 % aux recettes de notre journal. C'est dire son importance décisive. Sans souscription permanente, sans l'effort constant et soutenu de tous, il n'y aurait plus *l'Humanité rouge*. Cela est sûr et n'est ni nouveau ni original ! De tous temps, la sortie de notre presse, même hebdomadaire, a toujours nécessité l'apport de plusieurs dizaines de millions de souscription chaque année. Ce furent 40 millions, puis 50, 55, 60 millions. Selon nos prévisions, il nous faudra bien 80 millions pour boucler 1979. Cette nécessaire augmentation, par rapport à 1977, tient pour l'essentiel à l'augmentation des coûts de fabrication du journal (papier, fournitures diverses...) et à l'augmentation des charges sociales (dont l'URSSAF) qui, aujourd'hui, doublent pratiquement les montants des salaires, pourtant fort minces, des militants qui travaillent à la rédaction, à la production et à l'administration du journal.

La sortie d'une presse quotidienne ou hebdomadaire est une véritable gageure aujourd'hui. A preuve, les avatars de *Rouge* qui avait conçu de grandes ambitions et s'est cassé les reins dans cette affaire ; il a été contraint de cesser sa parution quotidienne, il y a quelques semaines. Nos camarades du *Quotidien du peuple* rencontrent eux aussi des difficultés similaires aux nôtres.

Il y a aussi, nous l'avons dit en octobre dernier, que les contraintes financières sont à sens unique. Ainsi, l'URSSAF facture 10 % d'augmentation pour un retard d'un jour dans l'envoi des cotisations ; par contre, l'imprimerie qui sort le quotidien attend depuis *trois ans* le remboursement obligatoire de la TVA. C'est aujourd'hui 14 millions qui lui sont dus. Mais tout cela est légal, à ce qu'il paraît !

A ce jour, la situation financière du journal n'est nullement au bord de la catastrophe. Mais nous savons d'expérience qu'il y aura des passages difficiles : le « trou » de rentrées de l'été, les lenteurs habituelles de la reprise de septembre. Pour passer ces prochains caps là, nous avons envisagé trois mesures.

L'une, c'est le maintien de la politique stricte d'économie décidée en octobre. Nous l'avons mise en œuvre avec succès et avons fait des économies sur les locaux, sur le matériel. D'autres économies, même minimes, peuvent être réalisées et le seront. Il n'y a pas de petites économies dit-on chez nous, et nous nous y emploierons. Cela réduit les dépenses mais, malheureusement, ne remplit pas nos caisses.

Aussi le recours à la souscription est-il indispensable pour éviter les goulots d'étranglement, nous avons estimé à 40 millions nos besoins financiers pour fin juin. Chiffrons l'effort nécessaire autrement. Sont diffusés et *payés* 4 000 bimensuels chaque quinzaine en moyenne ; chiffre bien inférieur au nombre de ses lecteurs bien sûr. Si chacun de ses 4 000 lecteurs peut rassembler autour de lui 25 F chaque mois jusqu'en juin, notre objectif sera atteint. Nous le pensons réalisable ; il demande des efforts importants, c'est certain.

La troisième mesure nécessaire, et qui va de pair avec la mise en œuvre d'une souscription de masse, c'est l'augmentation de la diffusion de notre presse.

Elle est possible, elle aussi. Il y a trop d'inégalités dans nos résultats de diffusion pour que nous puissions conclure que tout a été fait dans ce domaine. Depuis la rentrée de septembre, la diffusion militante a connu un essor certain : les ventes de marché, les « porte-à-porte » se sont développés. Il y a eu de bon succès ici et là : 300 numéros « 1 000 » vendus à Montpellier, 50 bimensuels à Usinor-Dunkerque. Le journal s'est fait l'écho de ces victoires là. Mais cela est encore très inégal. Il faut généraliser ces bonnes activités qui lient davantage le journal du parti à la vie et au combat de la classe ouvrière et du peuple.

Car, cela est sûr, nous ne sommes pas des marchands de papier. Chaque journal vendu, c'est un lien de plus tissé avec nos camarades de travail et de lutte. Faut-il faire tant d'efforts financiers pour notre journal ? Nous le pensons, car nous mesurons chaque jour combien l'*Humanité rouge* nous soude à ceux qui se battent, combien il est un instrument nécessaire pour ceux qui ont engagé la bataille de classe contre les licenciements, pour « *du travail pour tous* », pour ceux qui cherchent à démêler le vrai du faux dans la situation internationale complexe et troublée et commencent à se mobiliser contre la guerre.

Il y a quelques jours, un militant ouvrier d'une boîte qui a lutté avec acharnement ces dernières semaines, a donné « *20 F pour le parti des ouvriers* », a-t-il dit, lors d'une réunion organisée par une cellule du parti pour parler du Sud-Est asiatique. Nous voulons ici remercier ce camarade-là doublement, pour son aide financière à notre parti, à notre journal, et surtout pour l'encouragement inestimable qu'il a donné ainsi à notre parti. Cet argent-là, cet encouragement-là nous feront répondre aux exigences financières de l'année qui vient et exigent de notre parti plus de travail, plus de sérieux, plus d'efforts encore dans les batailles de classe en cours.

Notre parti et notre journal devront être à la hauteur de ces 20 F là !

Le secrétariat du comité central du Parti communiste marxiste-léniniste

Appel du comité de parti «Martyrs de Chateaubriant» du PCML

DANS notre département les licenciements s'accélèrent : une centaine d'entreprise touchées depuis le mois de novembre de qui concerne près de 5 000 travailleurs ; de nouveaux licenciements en perspective (Wonder et St-Ouen, Gibbs à St-Denis, SGR à Stains). Les milices patronales et les flics interviennent partout (SCO Montreuil, foyer Sonacotra à St-Denis, centre de tri de Bobigny) pour briser la riposte contre les licenciements et l'austérité.

Les travailleurs luttent (une quarantaine de luttes en quatre mois), quelques succès ont déjà été remportés (à Renault St-Ouen, un licenciement empêché à Alsthom St-Ouen). Mais pour remporter des succès plus importants dans cette situation, il faut frapper encore plus fort et plus efficacement le pouvoir.

Dans ce but le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) travaille à unir chômeurs et actifs, Français et immigrés, les boîtes qui licencient avec celles qui rapportent aux patrons.

Quand ITT a licencié à Sonolor-La-Courneuve, le PCML a appelé à la solidarité sur les autres boîtes du trust : Gien, Romainville, Chartres et a organisé des collectes sur La Courneuve.

Aujourd'hui le comité de parti appelle tous les travailleurs à la journée portes ouvertes du 11 mars à Sonolor-La-Courneuve.

Pour discuter avec les militants locaux du PCML : permanence au CIED, 18, avenue Roger Salengro 93120 La Courneuve.

SONOLOR LA COURNEUVE
Journée portes ouvertes
Dimanche 11 mars 1979 de 10 heures à 17 heures

DANS L'ACTUALITE

350 emplois menacés sur les ferries à destination de l'Angleterre

Dieppe : pourquoi les mouettes fuient-elles ?

A L'INITIATIVE de la CGT, une dizaine de manifestations se sont déroulées le 8 mars en Haute-Normandie. Avec 35 % d'augmentation du chômage en un an, qui la classe au premier rang national, un taux de scolarisation des plus bas, un service de santé des plus faibles, mais de gros capitalistes, voilà en deux mots la Haute-Normandie.

Le temps fort de cette journée du 8 mars a été sans conteste Dieppe, ville de 46 000 habitants et 6 000 chômeurs.

Située au creux de la falaise entre deux futures centrales nucléaires, balayée par les flots de la Manche, Dieppe a offert, ce 8 mars, le spectacle de gens qui veulent vivre et travailler chez eux.

6 heures du matin : dix barrages se mettent en place, les mouettes ne sont pas encore réveillées. Des barrages qui ont pour objectif de rendre Dieppe « Ville morte », des militants y prennent place, fermes et déterminés.

La moitié des commerçants ne lèvent pas leur rideau ce jour par solidarité. D'autres, par contre, annonceront sans scrupule 10 % de réduction. Une trentaine de sections sont en grève, une trentaine représentant les problèmes de cette ville.

En effet, port de mer, Dieppe a le sinistre privilège de cumuler tous les problèmes : celui du trafic passagers, pourtant en constante progression, où 350 marins sont menacés. Celui du port de commerce qui, avec la containerisation du transport de la banane, voit son activité décroître avec tout ce qui en découle. Celui de la pêche, celui de la construction navale.

La journée s'écoula sans problème majeur. Ici et là, la combustion des pneus répandait une fumée noire sur la ville. Des mouettes criaient quand, à 15 h, les barrages furent levés. Les trois quarts des boutiques sont maintenant fermées. Rendez-vous place nationale. 5 000 personnes se rassemblent, 5 000 qui reprennent la colère des fileuses d'Ouville licenciées, qui expriment leur soutien aux travailleurs d'Ericsson (comme à Brest) et à bien d'autres qui luttent pour leur emploi et celui des autres.

Une manifestation suivie, silencieuse comme une journée de deuil. Il y a longtemps qu'à la CGT, on n'avait pas vu une telle ampleur. Une ampleur qui aurait pu être encore plus considérable s'il y avait eu unité d'action : il n'y avait ni CFDT ni FEN. Pourquoi cela ? Les déclarations publiques de la CFDT locale et régionale signalent que la CGT pose comme préalable à toute action unitaire : l'Europe. La CFDT agit de son côté. A Dieppe, son audience est faible, elle apparaît peu.

A Rouen, 7 000 personnes défilèrent à l'appel de la CGT ; cependant, on remarquait la présence de militants CFDT, par exemple de Renault-Cléon ou des Chantiers de Normandie. Cette fois-ci, il n'y a pas eu d'incidents. Visiblement l'Etat ne tenait pas à de nouveaux heurts.

A Evreux, la CGT et la FEN organisaient un rassemblement à la bourse du travail. Au Havre, 5 000 personnes manifestent à l'appel de la CGT.

Au vu de cette journée, il est certain que la CGT est à la pointe de l'action, elle entraîne derrière elle des milliers de travailleurs. La CFDT, dans son ensemble discrète et peu importante, ne se manifeste guère publiquement.

Fanch LE GUEN

Ericsson-Brest

Pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail

Grève avec occupation

ERICSSON-Brest fait partie de ces usines électronique de Bretagne menacée par la restructuration dans ce secteur par les trusts et notamment Thomson qui contrôle LTT, LMT et Ericsson. Les menaces de licenciements planent depuis lontemps. Dans la téléphonie, l'électronique remplace l'électromécanique. La direction prévoit donc de liquider ce dernier secteur nonrentable. Un certain nombre d'ouvrières sont passées à l'electronique avec en outre travail réduit et salaire au boni.

Cela n'empêche pas la lutte de se développer bien au contraire.

Seize ouvrières, récemment passées à l'électronique, ont vu leur paie de février baisser de 500 à 1 000 F par mois par rapport à leurs postes précédents. De plus la direction veut réintroduire les 2X8 (supprimé dans les secteurs à majorité féminine, depuis une grève de trois mois en 1973).

Lundi 26 février, elles décident la grève. *« Nous exigeons d'être payées 2 879 F par mois, un salaire identique aux ouvrières qui font le même travail que nous à la Thomson, dont Ericson est une filiale ».*

La direction veut alors évacuer le travail sur l'usine Ericson 2 d'Eu. Le camion partira finalement après avoir momentanément été vidé de son contenu initial, remplacé par des tracts.

DEUX DIRECTEURS BLOQUÉS

Le jeudi 1er mars, 500 travailleurs se réunissent en assemblée générale à l'appel de la CGT et de la CFDT, apprenant la présence dans l'usine du directeur de fabrication pour Ericsson, Bertrand, ils décident de lui demander des comptes et des informations précises sur leur avenir. En compagnie du directeur local Le Hénaff, il sera retenu de 10 heures à 21 heures. Les grévistes n'apprendront rien de ce haut responsable Ericsson, dont la captivité prendra fin grâce à l'intervention des forces dites de l'ordre.

Vendredi, les travailleurs décident majoritairement la grève. Bloquant le magasin d'expéditions ils organisent un week-end portes ouvertes pour permettre aux travailleurs brestois de venir s'informer sur cette lutte dans cette usine qui promettait 4 000 emplois; à sa création en 1971 et qui, en employant 800 aujourd'hui, compte en licencier demain. Ils seront nombreux à passer à Ericsson ce week-end, à tout heure du jour et de la nuit, comme par exemple des travailleurs des PTT à une heure et demie du matin.

GREVES ET OCCUPATIONS

Le lundi 5 mars, les travailleurs apprennent que la réunion du comité d'entreprise de février, déjà reportée, prévue pour le mardi est à nouveau reportée. Une fois de plus la direction refuse de répondre aux interrogations des travailleurs. Les grévistes s'aperçoivent que des cadres essaient de faire sortir de l'usine du matériel à bord de leurs voitures personnelles, aussi mardi, c'est toute l'usine qui est bloquée.

UNE LUTTE DANS L'UNITÉ

La lutte menée dans l'unité CGT et CFDT la parfaite unité syndicale reflète la volonté des travailleurs. De se voir si unis et si nombreux dans l'action les travailleurs d'Ericsson syndiqués CGT et CFDT et non syndiqués se sont sentis plus costauds. Si forts face aux patrons que face au directeur et à la maîtrise ils n'ont pas mâché leurs mots.

Tel cet ouvrier disant à M. Bertrand lors de la séquestration que, certainement lui, n'avait pas d'inquiétude pour l'avenir de ses enfants, tandis que lui craignait pour les siens un avenir de chômeur, et insistant pour que les directeurs prennent bien note de son nom. Blocage et badigeonnage des slogans sur le train Brest-Paris, occupation de la chambre patronale de la métallurgie, manifestation de la poste centrale de Brest, les grévistes ont popularisé leurs luttes dans Brest.

SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DE LA THOMSON CSF BREST

Mercredi matin l'usine était toujours bloquée les grévistes craignaient l'intervention en force de la maîtrise. L'encadrement représente environ 150 personnes. Le directeur se présenta à la porte avec un huissier porteur d'un ordre d'évacuation. 150 à 200 personnes derrière eux non-grévistes et membres de leur famille, semble-t-il. Parmi elles un certain nombre d'ouvrières auxquelles s'adresse un délégué syndical au mégaphone : *« Ce n'est pas parce que vous ne faites pas grève aujourd'hui que vous ne ferez pas parti demain de la charrette de licenciements ».*

A 8 h 45, 300 à 400 ouvriers de l'usine Thomson de Brest qui avaient débrayé deux heures en solidarité avec les grévistes d'Ericsson sont là.

Les ouvriers d'Ericsson ont énormément apprécier cette solidarité, qui peut être très importante pour l'avenir de la lutte d'Ericsson.

Jeudi, le comité d'entreprise se réunissait à 15 heures la tenue de ce comité d'entreprise était subordonnée à l'ouverture des portes de l'usine, ce qu'ont accepté les grévistes. *« C'est une façon pour nous de lancer la balle dans le camp de la direction ».* Les informations fournies par le directeur au comité d'entreprise ne peuvent satisfaire les travailleurs d'Ericsson. Au contraire : elles montrent qu'ils doivent continuer leur lutte pour le droit au travail sur d'éventuels licenciements, rien pas de réponse. Par contre 350 travailleurs qui en avril ne feront plus que 32 h par semaine, au lieu des 40 actuellement. Il n'y a pas de date limite pour ces mesures de chômage partiel. Les 2X8 seront imposés dans certains ateliers. Le Hénaff a annoncé quelques marchés de sous-traitance de l'usine, mais cela ne fournira du travail qu'à une centaine de personnes. Il a également ajouté la menace de blâme, de mise à pied et même de licenciements à la suite de la « pénible » séquestration dont il fut l'objet le 1er mars. Seraient principalement visés les délégués syndicaux évidemment. Vendredi matin, les ouvrières et les ouvriers d'Ericsson se réunissent en assemblée générale pour décider des formes que doivent prendre leur lutte, pour le droit au travail, leurs conditions de travail et leur salaires.

Correspondant Brest

Samedi 10 mars

Manifestation contre la centrale nucléaire du Pellerin

UNE central nucléaire au Pellerin, ce sont soixante exploitations agricoles appelées à disparaître totalement ou en partie pour 310 hectares concernés. A plus long terme, ce sont 120 pêcheurs de la Basse-Loire qui se retrouveront au chômage suite à la disparition du poisson due au réchauffement des eaux. Ce sont aussi 500 000 habitants dans un rayon de 20 kilomètres à la merci du moindre incident.

Le 10 janvier, la déclaration d'utilité publique est parue au Journal officiel. L'Etat a attendu le dernier moment pour confirmer son avis (l'enquête devenait, en effet, caduque le lendemain). La population a ainsi pu espérer jusqu'au dernier jour que l'on tiendrait compte de son opposition.

Les réactions ont été immédiates et nombreuses : conseils municipaux extraordinaires, mairies fermées, tocsin, alertes au plan Orsec-Rad, manifestations...

Une grande manifestation est prévue à l'appel de diverses organisations le samedi 10 mars. Il faut dire que les habitants de Cheix, du Pellerin et des communes voisines ne sont pas prêts à renoncer à la lutte. Voilà trois années qu'ils s'opposent au projet d'implantation de cette centrale. On se souvient que le 31 mai 1977, le sous-préfet malgré son escorte de gardes-mobiles n'avait pu accéder à la mairie du Pellerin dont l'accès avait été barré par du matériel agricole. Il s'était vu contraint d'installer le registre de l'« enquête d'utilité publique » dans une camionnette baptisée « mairie annexe ». Une, parmi tant d'autres, des nombreuses preuves que les habitants ont donné de leur détermination.

Depuis 1976, rappelons-le, ils sont organisés dans un comité de défense qui joue un rôle moteur et agit au sein de la coordination des comités de la Basse-Loire.

Aujourd'hui plus que jamais alors que le pouvoir met en branle sa machine et fait de l'intoxication à gogo, l'extension du soutien départemental et national est un problème crucial. Tous les opposants à la centrale doivent s'unir autour des habitants de Cheix et du Pellerin. Faisons une démonstration de force et d'unité, ceux de Nantes comme ceux des villages premiers concernés samedi 11 mars.

Nucléaire et emploi

LORS de sa venue à Nantes, Boulin, ministre du chômage, annonça la construction de la centrale parmi les solutions au problème de l'emploi de la région. Quelle est est la réalité ? Pour EDF, lors de la construction de la centrale qui doit durer 5 à 7 ans, 600 personnes seraient employées sur le chantier en période de pointe et 600 autres personnes seraient employées par la sous-traitance localement (ce qui représente environ 40 % de la main-d'œuvre nécessaire.

Une fois le chantier terminé il y aurait 130 personnes recrutées localement pour l'exploitation et 250 personnes pour les divers travaux d'entretien.

Mais déjà aujourd'hui il y a 36 000 chômeurs en Loire-Atlantique et des licenciements sont annoncés chez Brisonneau-Lotz, chez Beghin-Say...

De plus, avec l'implantation de la centrale, ce sont près de 60 exploitations qui sont appelées à disparaître, mais aussi 120 pêcheurs de la Basse-Loire qui vont se retrouver au chômage. Et que deviendront les ouvriers de la laiterie lorsque les exploitations agricoles auront disparu ?

— Non, le nucléaire n'est pas une solution au problème de l'emploi !

Cette semaine à Rennes

Pour empêcher l'expulsion d'étudiants étrangers

Toutes les facs en grève

LE 19 mars la préfecture veut expulser (plus exactement « refouler ») du territoire sept étudiants rennais, de nationalités marocaine, tunisienne, guinéenne et voltaïque. Pour empêcher que n'aboutissent ces menaces intolérables les 15 000 étudiants des deux universités de Rennes sont en grève illimitée. Tous les examens sont boycottés. Mercredi, une manifestation soutenue par les syndicats enseignants a regroupé 7 000 personnes.

Décembre 1978 : manifestation à Rennes contre l'expulsion d'étudiants étrangers. (Photo HR Bretagne)

Des bruits d'expulsion sont dans l'air depuis novembre dernier : la circulaire Bonnet allait être appliquée avec rigueur par le préfet.

Cette circulaire prévoit l'expulsion des étudiants étrangers qui n'auraient pas obtenu le DEUG après trois années d'études dans le premier cycle.

Redoubler plus d'une fois signifie donc, selon cette circulaire, prendre sa valise ou être reconduit de force à l'aéroport ! Rennes dont le préfet, Perrier, est un ancien préfet de police à poigne, semblait devoir servir de ville-pilote pour l'application de cette circulaire inique !

COMITE CONTRE LES EXPULSIONS

Dès novembre s'est constitué sur la ville un comité contre les expulsions d'étudiants étrangers, regroupant principalement des étudiants, mais soutenu par 31 organisations, dont les syndicats enseignants et ouvriers, dont l'ASTI et plusieurs autres organisations anti-impérialistes et démocratiques. C'est ce comité qui a appelé aux manifestations du 18 décembre (1 200 personnes), du 22 décembre et du 8 janvier.

BALLON D'ESSAI DU PREFET

Le préfet veut expulser. Pourtant, la circulaire Bonnet n'est ni un décret, ni une loi ! C'est seulement une circulaire d'orientation que le préfet n'est même pas, en principe, obligé d'appliquer.

L'intransigeance du préfet de Rennes sert, dans le cas présent, de ballon d'essai : on tente d'appliquer intégralement la circulaire Bonnet sur une ville pour commencer.

D'autres tentatives du même type sont en cours à Lille, Amiens, Toulouse, Grenoble, Brest...

LES FACS EN GREVE

Laisser faire les premières expulsions serait laisser s'ouvrir la brèche. Le préfet persiste : pas question de céder, disent les étudiants. Après les trois manifestations que nous avons citées, après une entrevue à la préfecture qui n'a rien donné, certains étudiants de fac de sciences passent à une autre forme d'action : le 21 février (un symbole cette date, celui de la lutte anti-impérialiste), les deuxième année de physiques-chimie décident le boycott des examens.

Des étudiants étrangers, dans leur propre cours, sont en effet menacés d'expulsion.

Le 28 février, toute la faculté de sciences est en grève. Ont suivi cette semaine la fac de lettres, la fac de droit, la fac de sciences-éco, l'INSA et l'IUT de Beaulieu.

UN MOUVEMENT EFFICACE

En quelques jours, le mouvement a pris une ampleur qu'on n'attendait pas. Des méthodes ingénieuses et efficaces ont été mises en place pour maintenir continuellement la pression sur la préfecture : des étudiants se relaient aux postes téléphoniques pour composer le numéro de la préfecture.

Résultat : le standard préfectoral est complètement submergé. 200 lettres ont aussi été expédiées : pour une fois, c'est par lettre qu'on confirme.

Le très grand succès de la manifestation du mercredi 7 mars prouve que le mouvement est très fort.

LE PREFET JUSQU'AUBOUTISTE ISOLÉ

Un étudiant marocain a saisi le tribunal administratif contre la décision prise de l'expulser. L'audience vient d'avoir lieu. On a pu constater que le commissaire de la République jugeait qu'il y avait eu *« abus de pouvoir »* de la part du préfet.

Et cette constation, il l'a faite publiquement avant même que le jugement ne soit rendu.

Le préfet jusqu'auboutiste, Perrier, semble donc isolé dans sa tentative d'appliquer strictement la circulaire Bonnet. Pour le faire céder, les étudiants sont décidés à poursuivre le mouvement jusqu'à ce que soient annulées les expulsions du 10 mars.

Par la lutte, il est possible aussi d'arrêter toute nouvelle tentative à venir *« 40 étudiants marocains bientôt peut-être... »*. Par une lutte énergique il sera possible demain de faire annuler la circulaire Bonnet.

Yannick DAGORN

Vers 19 h 30, mercredi soir une délégation de manifestants a été reçu par le chef de cabinet du préfet. Il a été donné des assurances orales, tous les étrangers inscrits dans les deux universités rennaises pourront passer leurs examens en juin et en septembre, sans être inquiétés.

Les manifestants ont réclamé des garanties écrites qui confirmeraient cette position, le préfet a été d'autre part contraint d'accepter une audience pour vendredi 8 mars, la manifestation l'a, semble-t-il, fait reculer.

Les expulsions ne passeront pas !

Le droit des femmes

Décider par nous-mêmes

LA loi Veil, votée pour cinq ans, peut etre et risque même d'être remise en cause en 1980. C'est dans ce but que le gouvernement a entamé toute une campagne, s'efforçant de culpabiliser les femmes par mille moyens. Il espère ainsi leur faire accepter un recul des droits, même restreints encore, qu'elles ont conquis. Trois enfants, les femmes au foyer, voilà ce qu'il souhaiterait. Mais qu'en pensent les femmes ?

Croyez-vous qu'on ait envie d'avoir ou d'élever d'autres enfants alors qu'il y a environ 1 800 000 chômeurs dans notre pays, qu'on a déjà du mal à s'en sortir et que les seules perspectives que l'on offre à la jeunesse, c'est d'être chômeur au sortir de l'école avant même d'avoir travaillé.

Comment, si on le voulait, avoir trois enfants aujourd'hui alors qu'avec un ou deux, un salaire passe pratiquement dans le paiement des crèches — quand il y en a — ou dans les fournitures scolaires malgré l'école soi-disant gratuite.

VIVRE AUTREMENT

De plus en plus de femmes aspirent à travailler, parfois par obligation financière, mais de plus en plus, elles veulent faire autre chose qu'être une bonne ménagère, un fin cordon bleu, une fée du logis si chère à notre bourgeoisie et elles veulent donc moins d'enfants qu'autrefois, et c'est légitime.

Nous avons eu l'année de la femme, histoire de dire que la femme existe et était prise en compte. La preuve : il y a des femmes qui sont ministres ! Belle preuve !

Nous avons maintenant l'année de l'enfant pour bien rappeler à la femme ses objectifs : s'occuper des enfants, un point c'est tout !

COMME LES HOMMES

De plus en plus de femmes luttent au même titre que les hommes : Orlane, Moulinex, hôpitaux. Elles prouvent par cela qu'on peut être femme, mère, travailleuse et lutter contre les exploiteurs car c'est ce dernier point qui gêne la bourgeoisie ; que les travailleuses séquestrent leur patron, qu'elles luttent seules ou soutiennent leur mari comme dans la sidérurgie.

Non contentes de cela, elles veulent les mêmes salaires que les travailleurs. Ce n'est pas pour plaire à ces beaux messieurs et à ces belles dames !

L'avortement, la contraception sont des droits, c'est à nous de décider si nous voulons ou pas d'enfants, que nous soyons majeures, mineures ou immigrées.

Correspondante Orléans

Un collectif pour l'avortement et la contraception libres et gratuits créé à Orléans

Lundi 5 mars s'est tenue une conférence de presse organisée par le Collectif orléanais pour l'avortement et la contraception libres et gratuits. Il a été créé en janvier à l'initiative des groupes femmes d'Orléans au moment où le gouvernement se prépare à revenir sur la loi Veil, pourtant déjà fort restrictive. Voici quelques extraits de sa plate-forme :

« (Les femmes) réaffirment leur droit à décider elles-mêmes de leur maternité, de leur contraception et de leur sexualité.

— Avortement et contraception libres et gratuits pour toutes, y compris les mineures (sans l'autorisation des parents) et les femmes étrangères ;

— Abrogation de la loi de 1920 ;

— Création de centres contraception-avortement-sexualité avec un droit de contrôle des femmes.

Sur Orléans, nous nous battons prioritairement pour l'ouverture d'un centre à l'hôpital, nous nous battons également pour l'ouverture d'un centre financé par l'Etat et les municipalités, là où les femmes vivent et travaillent.

La mobilisation de toutes et tous est indispensable pour faire aboutir ces revendications, mais la lutte des femmes ne s'arrêtera pas là. Nous nous battrons en France et au-delà des frontières contre toute discrimination, violence, mutilation à l'égard des femmes ».

Le collectif soutenu par le PSU, la LCR, le PCML, le SGEN-CFDT, le SNPES, le MAS, lutte étudiante et la coordination des groupes-femmes d'Orléans.

L'HUMANITÉ ROUGE Samedi 10 et dimanche 11 mars 1979

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Fos-sur-mer

Grève à la SOMAFER

LUNDI 5 mars 1979, à 5 heures, les travailleurs de Somafer (qui travaillent en sous-traitance sur le site Solmer, à Fos-sur-Mer), se sont mis en grève pour l'augmentation de 15 % des primes et du fixe, le passage de Somafer industrie (entreprise d'intérim) à Somafer. Pour les postés : une prime de poste et les repos compensateurs, de véritables qualifications.

La grève est suivie à 90 % par les deux-cents ouvriers du service concerné, Algériens, Tunisiens, Vietnamiens.

PTT Centre de Lyon-Montrochet

Soutenons Victor Gros-Dubois

1 mai 1971 : Victor Gros-Dubois, auxiliaire des PTT à la Martinique, est licencié sous un prétexte abusif puisque, le 5 mai 1977, l'administration est obligée de le réintégrer suite à une grève de la faim de 23 jours. Pendant six ans, il sera chômeur, sa famille dispersée, expulsé de son domicile, ses meubles saisis. En effet, malgré les non-lieux successifs (c'est-à-dire le refus de poursuite) que sera obligée de prendre la justice colonialiste, l'administration refusait de le réintégrer. Contraint de s'exiler en France, il ne sera pas titularisé, son grade et son ancienneté ne seront pas reconnus, malgré les promesses du préfet de la Martinique. Mieux, affecté au centre de tri de Lyon (Montrochet), son indice passe à 183, il régresse et, maintenant, il lui est imposé une nomination à Paris alors que, précédemment, il a dû quitter cette ville pour rejoindre sa famille à Lyon ! Soutenons la lutte de Gros-Dubois qui exige que le préfet tienne ses promesses, cela ne pourra que contribuer à l'unité entre les postiers français et des soi-disant DOM-TOM.

Pyrénées-Orientales

Suppression de postes, ça continue !

LE ministère de l'éducation nationale n'y va pas de main morte ! Trente-cinq suppressions de postes dans les lycées et collèges et quarante-huit dans le primaire. Dans ce département qui comporte déjà quatre-vingts communes sans école, si les décisions étaient appliquées, cela porterait à cent-dix les communes sans école, soit 50 % des communes des Pyrénées orientales.

Voilà de quoi susciter colère et révolte !

C'est ainsi qu'à Elne, petit village à une quinzaine de kilomètres de Perpignan, la lutte a commencé contre la suppression de trois postes d'enseignants, trois postes d'agents de service au CES d'Elne et la fermeture d'une classe du primaire.

La mobilisation est grande. Cent cinquante parents étaient présents dès la première réunion et d'autre part, les lycéens viennent de créer un comité de lutte à leur niveau. Ce comité de lutte parti des classes de troisième organise aussi des quatrièmes et son audience est importante. Les lycéens qui se sentent concernés participent activement à la popularisation. Vendredi après-midi et samedi matin, à l'appel du comité de lutte, la grève des cours a été massivement suivie par les élèves.

Lundi 5 mars a été une journée de grève des enseignants et lycéens. Le 8 mars, une manifestation départementale devait se dérouler à Perpignan.

(à suivre)
Correspondant régional

Dimanche 11 mars 1979, journée nationale des handicapés

Pourquoi vous ne donnerez pas à la quête

Communiqué

DIMANCHE 11 mars 1979, aura lieu sur l'ensemble du territoire la journée nationale des handicapés. Vous avez peut-être donné à cette quête les années précédentes. Est-ce votre mauvaise conscience qui vous faisait agir et croire que par ce don, vous contribuiez à un grand mouvement de solidarité ? Peut-être cédiez-vous à la contrainte d'un quêteur qui manifestement vous bloquait le passage ? Ou bien à un autre qui vous interpellait si précisément que vous ne pouviez refuser ? De toute façon, vous n'aviez aucune raison valable et fondée de répondre à cet appel.

Pourquoi vous ne donnerez pas cette année. Accepteriez-vous la quête si vous étiez handicapé ? Accepteriez-vous qu'on vous oblige à quêter ? Accepteriez-vous qu'on quête pour vous ? Ces questions-là, nous, handicapés, vous les posons. Nous pensons que le « droit à la différence » existe, qu'il faut nous accepter tels que nous sommes. Nos handicaps ne nous empêchent ni de travailler ni de subvenir à nos besoins. Cette pitié, cette charité qui vous guidaient, nous n'en avons pas besoin.

Nous voulons du travail pour tous, pas de salaires inférieurs au SMIC, des postes adaptés à notre handicap, une éducation scolaire normale pour les jeunes handicapés sous la tutelle du ministère de l'Education (et non de la Santé comme actuellement) ; des transports accessibles à tous (trains, bus, métro), des salles de spectacle accessibles à tous (cinémas, concerts, théâtres).

Les sommes dérisoires provenant des quêtes ne nous rapportent absolument rien et servent à entretenir l'image d'Epinal qui montre le handicapé mendiant, diseur de bonne aventure, qui n'a pour subsister que ce qu'on veut bien lui donner. Cette quête est une insulte à notre dignité !

Demandez plutôt aux quêteurs où va le contenu des troncs. Ils seront incapables de répondre autre chose que « C'est pour les handicapés ». Et qu'est-ce que cela veut dire ? Si l'on devait répartir entre tous les handicapés le produit de cette mendicité légalisée, il reviendrait moins de deux francs à chacun ! Qui d'entre vous accepterait qu'une telle atteinte soit faite à sa dignité et cautionnerait de son silence une telle entreprise pour une somme aussi ridicule ?

Mais ne vous faites pas d'illusion, cette quête ne bénéficie pas plus aux handicapés que la vignette aux personnes âgées. D'ailleurs, cette année, on ne quête pas pour les handicapés mais pour les associations gestionnaires. Une raison supplémentaire pour ne pas donner !

Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend ! En vous abstenant de toute participation à cette quête, vous nous aiderez dans la poursuite de notre lutte.

Mouvement de défense des handicapés
Comité de lutte des handicapés
Confédération des handicapés et retraités

Les mineurs des Cévennes ont bloqué à deux reprises l'autoroute du soleil Par ces actions, ils s'opposent à la fermeture définitive des mines des Cévennes et aux mutations et retraites anticipées qui s'en suivraient

BLOC-NOTES

CHELLES (région parisienne)
« La situation en Asie du Sud-Est »

Une réunion-débat portant sur l'agression vietnamienne au Cambodge, le conflit frontalier sino-vietnamien, les dangers de la troisième guerre mondiale.

Cette réunion-débat organisé par la cellule Pierre Overney de Chelles et de ses environs aura lieu le vendredi 9 mars à 20 h 30 à la salle J. Moulin de Chelles.

Le PCML vient d'éditer une nouvelle brochure

DOSSIERS 3F

LE CONFLIT SINO-VIETNAMIEN

Passez vos commandes

Sommaire :
- Une longue série de provocations.
- De la longue patience... à la riposte.
- Que veulent les dirigeants vietnamiens.
- L'*Humanité* et la riposte chinoise.
- « *Une riposte limitée* » (déclaration du PCML).

Annexes :
- Le conflit sino-indien de 1962.
- Témoignages.

l'Humanité rouge bimensuelle est parue

Plusieurs pages sont consacrées à la lutte contre les licenciements dans la sidérurgie. Yannick Dagorn a rencontré un sociologue et un juriste marxistes-léninistes pour faire le point dans un dossier sur les collectivités locales.

Le correspondant de Brest explique qu'un an après la marée noire, l'heure des procès est arrivée.

Annie Brunel, dans un article très documenté, analyse la loi Veil à propos de l'avortement et la contraception. Où en est-on quatre ans après ?

Demandez ce numéro aux militants de l'*Humanité rouge* de votre connaissance.

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot legal 1er trimestre 1979

ROUMANIE

L'URSS a beau multiplier les pressions, rien n'y fait !

Aussi jaloux de son indépendance qu'exposé aux menaces soviétiques, tel est le pays où se rend Giscard

GISCARD d'Estaing effectue actuellement une visite officielle en Roumanie, et cela va contribuer au renforcement des relations entre les deux pays. Pour la Roumanie, ces relations sont un maillon de la politique d'indépendance vis-à-vis de Moscou. La première visite officielle du premier ministre roumain en France, en 1964, coïncida avec l'affirmation publique par la Roumanie de sa volonté d'indépendance. Et la visite de De Gaulle en Roumanie en 1968 coïncida également avec une période de graves tensions entre Moscou et Bucarest.

La Roumanie est d'ailleurs un pays qui a constamment veillé à maintenir son indépendance face aux appétits de l'URSS.

Jusqu'à la fin des années cinquante, l'économie roumaine se développait de façon indépendante, l'industrie progressait à un rythme rapide et les dirigeants soviétiques n'y trouvaient rien à redire.

Mais vers cette époque, Krouchtchev, le No 1 soviétique, propose aux autres pays d'Europe de l'Est de s'engager dans la voie de l'*« intégration économique »* et de la *« spécialisation »* de chaque pays. Selon ce plan, la Roumanie doit se spécialiser dans la production agricole et renoncer à une industrialisation rapide. Elle perdrait ainsi son indépendance économique et produirait au profit de l'Union soviétique.

Mais les Roumains ne se sont pas laisser faire. A l'automne 1961, le responsable de la planification d'Etat, Gaston-Marin, déclare :

« Notre parti a toujours adopté une attitude ferme et combattu, à partir des positions du marxisme-léninisme, les théories erronées qui prônent que le respect pour l'équilibre entre branches de l'industrie lourde doivent être observées non pas dans le cadre de chaque pays socialiste, mais dans le camp socialiste tout entier. Cela nie en fait la nécessité d'établir la base technique et matérielle du socialisme ».

La Roumanie bloque systématiquement les projets hégémonistes de Khrouchtchev.

LA ROUMANIE PREND SES DISTANCES

1964. Le Comité central du Parti ouvrier roumain publie une importante déclaration dans laquelle il prend nettement ses distances par rapport à l'hégémonisme soviétique. Outre qu'il refuse de condamner la ligne politique du Parti communiste chinois, il déclare :

« La coopération dans le cadre du Comecon s'effectue conformément aux principes de l'égalité en droits pleine et entière, du respect de la souveraineté et des intérêts nationaux, des avantages réciproques et de l'entraide fraternelle... Les mesures (préconisées par Khrouchtchev) *ne correspondent pas aux principes qui sont à la base des relations entre les pays socialistes... Le passage de leviers de commande dans la compétence d'organismes supranationaux ou en dehors de l'Etat transformerait la souveraineté en une notion dénuée de contenu ».*

1968 : MOBILISATION CONTRE UNE ÉVENTUELLE AGRESSION

1968. Quelques heures après l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie, le 21 août, un meeting à Bucarest rassemble 100 000 personnes, en présence de Ceaucescu qui s'exclame : *« La Roumanie saura défendre son indépendance ! »*. Et le président roumain ajoute :

« Il est inconcevable que, dans le monde actuel où les peuples luttent pour défendre leur indépendance nationale, pour l'égalité des droits, qu'un Etat, que des Etats socialistes violent la liberté et l'indépendance d'un autre Etat... Nous avons la conviction qu'il n'y a nulle part un communiste qui puisse approuver cette action militaire contre la Tchécoslovaquie, que tous les communistes élèveront leurs voix pour la promotion de la liberté et du marxisme-léninisme ».

Le 13 novembre est votée une loi sur la défense du pays qui prévoit un entrainement militaire pour tous les jeunes.

Si l'Union soviétique veut agresser la Roumanie, elle aura affaire à un peuple tout entier debout face à elle.

1978-1979 : CEAUCESCU NE CEDE PAS AUX PRESSIONS SOVIETIQUES

Face à l'offensive de l'hégémonisme soviétique qui a marqué ces derniers mois, la Roumanie a résisté aux pressions. Elle a poursuivi sa politique d'indépendance.

Les 22 et 23 novembre derniers se tenait une session du Pacte de Varsovie. Le représentant soviétique y exigeait des autres pays une participation à l'engagement militaire aux côtés du Vietnam, et, pour cela, une augmentation du budget militaire de chaque pays.

Et Ceaucescu a refusé. Il a refusé de condamner la Chine dont il venait de recevoir le président Hua Guofeng, trois mois auparavant. Il a refusé d'engager son pays dans une aventure militaire. Il a refusé d'abandonner aux Soviétiques le commandement des troupes roumaines : *« Nous n'avons jamais cédé et nous ne céderons à personne le droit d'engager l'armée roumaine dans une action militaire ».*

Quant à la fin décembre, le Vietnam envahit le Cambodge, la Roumanie ne se départ pas de son opposition de principe à toute agression, à toute ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays : elle condamne l'agresseur vietnamiens et exige le retrait de ses troupes.

Aussitôt, montent de Moscou et d'autres capitales est-européennes des clameurs furibondes : *« Voilà une trahison de l'internationalisme prolétarien ! »*. Car pour eux, l'« internationalisme prolétarien » consiste à soutenir l'hégémonisme soviétique et ses relais régionaux.

La Roumanie ne cède pas non plus fin février, quand Moscou dénonce sa position « neutraliste » sur la question de la contre-attaque chinoise à la frontière vietnamienne : à la différence des autres capitales est-européennes (y compris Tirana et excepté Belgrade), Bucarest refuse de condamner unilatéralement la Chine.

L'irritation de Moscou

Si Moscou s'oppose à la politique indépendante de la Roumanie, c'est d'une part parce que celle-ci veut rester maîtresse chez elle, et, d'autre part, parce que sa présence au sein des organismes internationaux contrôlés par Moscou entrave les plans hégémoniques soviétiques. Par exemple, au Pacte de Varsovie, la Roumanie bloque systématiquement, et efficacement, tout préparatif militaire commun dirigé contre la Chine ou en faveur du Vietnam.

Quels sont les moyens dont peut user Moscou pour asservir la Roumanie ?

— *La subversion politique* dans les milieux dirigeants roumains. Elle se fait par l'intermédiaire tchécoslovaque, mais sans grand succès pour l'instant. Ceaucescu n'est pas encore très âgé, et Moscou ne peut pas miser sur des difficultés lors de sa succession.

— *Les pressions économiques* (suspension des livraisons). Moscou y a eu recours en 1968 et, semble-t-il, en janvier dernier. Mais l'économie roumaine est suffisamment diversifiée pour que ces pressions soient politiquement inopérantes.

— *L'encerclement militaire*. Pour cela la transformation de la Bulgarie en tête de pont militaire de l'Union soviétique au sud a une importance clé. Mais la Roumanie dispose d'une porte ouverte sur la Yougoslavie, avec laquelle elle a d'excellentes relations. En témoignent les nombreuses rencontres Tito-Ceaucescu.

— *Le problème des minorités nationales* et particulièrement de la minorité hongroise de Transsylvanie. Est-ce un hasard si, ces derniers temps, les Hongrois ont fait du tapage autour de la discrimination dont leurs ressortissants seraient l'objet en Roumanie ?

Les atouts de Ceaucescu

Face aux pressions soviétiques, sur quels atouts Ceaucescu peut-il miser ?

Il peut d'abord compter sur *les sentiments patriotiques et antirusses du peuple*. On se souvient par exemple qu'en août 1968, des manifestations spontanées ont eu lieu contre l'Union soviétique.

L'opinion publique est aussi mobilisée en permanence contre le danger soviétique. En décembre dernier, par exemple, Ceaucescu a convoqué des délégations de travailleurs pour leur expliquer ce qui s'était passé avec les dirigeants soviétiques à la réunion du Pacte de Varsovie.

Sur le plan militaire la milice constituée en 1968, est prête à seconder l'armée régulière face à un agresseur éventuel. Et les dirigeants roumains ont le souci de renforcer leur autonomie dans la production d'armement.

Sur le plan économique, la Roumanie dispose d'une industrie lourde et de ressources énergétique (pétrole) qui affaibliraient les conséquences d'un blocus.

Sur le plan diplomatique enfin, la Roumanie a développé, depuis quinze ans, ses relations avec tous les pays susceptibles de s'opposer à l'hégémonisme soviétique : avec la Chine, avec le mouvement des non-alignés, avec les pays d'Europe occidentale (la France en particulier) et aussi avec les USA.

Scînteia

La invitația tovarășului Nicolae Ceaușescu, ieri a început, sub semnul bunelor și tradiționalelor relații de prietenie, colaborare și solidaritate româno-chineze

VIZITA ÎN TARA NOASTRĂ A TOVARĂȘULUI HUA KUO-FEN

Tovarășii Nicolae Ceaușescu și Hua Kuo-fen au fost salutați cu entuziasm, cu manifestări de caldă și profundă stimă de sute de mii de cetățeni ai Capitalei

BUN VENIT ÎN ROMÂNIA SOCIALISTĂ

Întâlnire între tovarășul Nicolae Ceaușescu și tovarășul Hua Kuo-fen

Începerea convorbirilor oficiale

Toastul rostit la dineul oficial oferit în onoarea înaltului oaspete

Août 1978: Scinteia, organe central du Parti communiste roumain annonce l'arrivée de Hua Guofeng en visite officielle en Roumanie.